

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1911.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1911 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEVIE.

MESSIEURS,

Les augmentations et diminutions prévues au budget n'ont donné lieu à aucune observation. Elles sont, d'ailleurs, justifiées dans la note préliminaire.

La Section centrale s'est, le 24 décembre, après un premier échange de vues, ajournée *sine die*.

Ce n'est qu'aujourd'hui, 1^{er} juin 1911, qu'elle se réunit à nouveau.

Pourquoi ces longs mois de retard qui ont rendu impossible le vote normal du budget?

Le rapport de 1908 a déjà répondu à la question.

Il convient d'y revenir rapidement cette année.

L'article 9 du budget (Crédit de 12,000,000 de francs) concerne les « intérêts, amortissement et frais de la dette émise et à émettre pendant les » années 1910 et 1911 pour couvrir les dépenses sur ressources extraordinaires; intérêts et frais des bons du Trésor en circulation (*Crédit non limitatif*). »

Quelle est la dette émise et à émettre en 1910 et 1911?

Quelles sont, d'autre part, les dépenses sur ressources extraordinaires qu'elle couvrira?

En octobre 1910, lorsque M. le Ministre des finances a déposé le budget, il manquait lui-même, — cela va de soi, — de données précises: et ses évaluations étaient forcément très approximatives.

Quant à la Section centrale, en décembre et jusqu'en ces dernières

(1) Budget, n° 4^{VI}.

La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Vandewalle, Denis, Levie, Van Cauwenbergh, Mechelynck et Hamman.

semaines, elle n'avait et ne pouvait avoir, pour 1910, et *a fortiori* pour 1911, aucun document officiel qui la renseignât.

Terminer ses travaux dans ces conditions, c'eût été renoncer à éclairer la Chambre sur un poste considérable du budget.

Elle a préféré attendre.

De toutes façons et quelque diligence qu'apportent les Chambres dans la discussion des budgets, les crédits provisoires sont de pratique constante, inévitables et, en fait, sans inconvénients sérieux jusqu'ici.

En s'ajournant, elle allait pouvoir, au moment opportun, grâce aux documents que le gouvernement publie régulièrement, mettre en lumière des points importants, qu'une discussion hâtive eût laissés dans l'ombre.

Le mois dernier, en effet, nous avons reçu l'exposé de la situation Générale du Trésor public au 1 janvier 1911, qui lui a fourni les matériaux précieux.

Hier, le budget extraordinaire a été distribué. Il sera bientôt rapporté.

Ce sera, pour la Chambre, une source nouvelle d'indications utiles; et l'article 9, qu'en décembre elle aurait voté les yeux fermés et de confiance, lui sera alors connu, tout au moins dans ses principaux éléments.

Le budget de la dette publique est lié, en quelque sorte, au budget extraordinaire.

Deux discussions distinctes et successives n'auraient pas de raison d'être.

L'essentiel n'est pas de voter vite, mais bien et en connaissance de cause.

*
* * *

L'exposé de la situation du Trésor, avons-nous dit, fournit les renseignements les plus intéressants.

En voici quelques-uns qu'il importe de noter, afin de se rendre compte de l'état des finances publiques et de la solidité du crédit national.

I.

A combien s'élèvent, au 1^{er} janvier 1911, les dépenses et les ressources extraordinaires ?

On sait que les dépenses sur ressources extraordinaires sont couvertes par les produits extraordinaires proprement dits (aliénation des biens domaniaux, recouvrement d'avances et de créances diverses, fonds d'amortissement demeurés sans emploi), par les bonis du budget ordinaire et enfin par l'emprunt.

A) Dépenses extraordinaires :

Exercices 1850 à 1908	4,072,857,452.69
Exercice 1909	151,747,457.90
Id. 1910	156,502,101.16
fr.	4,381,107,011.75

B). Ressources extraordinaires :

Recettes extraordinaires proprement dites	317,850,158.50
Excédent des bonis du service ordinaire	254,271,547.01
Produits d'emprunts	5,584,856,086.21
Fonds de trésorerie (parmi lesquels les Bons du Trésor pour 156,200,000 francs) qui ont permis de surseoir à la négociation d'emprunts autorisés	244,129,420.03
fr.	4,581,107,011.75

II.

Quelles sont, parmi ces dépenses extraordinaires, celles qui sont relatives au chemin de fer, à la marine, aux postes, télégraphes et téléphones ?

L'exposé de la situation du Trésor répond à la question :

A) Capitaux engagés pour le premier établissement du chemin de fer.	fr.	2,751,076,556.59
B) Télégraphes et téléphones.		79,503,880 25
C) Marine		28,827,077 52
D) Postes et téléphones (Bâtiments civils)		25,613,096 08
Total	fr.	2,863,020,590 42

III.

Quelle était, au 1^{er} janvier 1911, la situation de la dette consolidée et de la dette flottante ?

La dette consolidée s'élevait à	fr.	3,703,403,693 37
La dette flottante à		156,204,500 »

Quant à l'intérêt des bons du Trésor, pendant l'année 1910, il a varié de 1.75 p. c. à 4 p. c. Le taux moyen a été de 2.98 p. c.

IV.

A) Quelle a été, pour 1910, par exemple, la charge de l'intérêt et de l'amortissement de la dette.

B) Dans quelle mesure les dépenses extraordinaires sont-elles productives ?

A) Rien de plus clair, de plus instructif et de plus concluant que le compte provisoire de l'exercice 1910 (service ordinaire), que publie, aux pages 24-25, l'Exposé de la situation du Trésor et qui est reproduit ci-après en annexe.

Sur les ressources ordinaires de 1910, il a été payé :

1° Intérêts de la dette consolidée	fr.	109,421,178 71
— des bons du Trésor.		4,162,635 26
— des annuités dues par l'Etat		11,804,992 69
2° Amortissement de la dette consolidée.		13,972,505 56
— Annuités dues par l'Etat.		4,734,012 12
Total	fr.	144,095,324 34

Pour chaque exercice, le budget ordinaire supporte, de la même manière, et les arrérages de la rente et la dotation de l'amortissement, c'est-à-dire la somme affectée à l'extinction graduelle des capitaux empruntés.

Au taux actuel de la dotation, en 81 ans l'État est libéré.

Il est, en réalité, dans la situation des particuliers qui empruntent moyennant de rembourser le prêteur en un certain nombre d'annuités. Après avoir, sur l'ordinaire, payé 81 annuités, il est quitte de toute somme empruntée.

B. *Il reste à savoir dans quelle mesure les dépenses extraordinaires sont productives* : car, ce qui importe, c'est de rechercher, non seulement *combien* l'on a dépensé, mais encore et surtout *comment* l'on a dépensé.

Est-il donc bien vrai, comme l'affirme le Ministre des Finances, qu'en même temps que la dette publique s'augmente des capitaux nouveaux employés à développer l'outillage économique du pays, les revenus directs du domaine national progressent, à ce point, que la charge réellement supportée par le contribuable du chef des intérêts et de l'amortissement de la dette totale tend à décroître ?

L'exposé de la situation du Trésor, aux pages 20-23, établit les comptes des exercices 1908, 1909 et 1910 (service ordinaire), dont le rapprochement est significatif.

En voici le résumé :

a) En 1908, toutes les charges qui font l'objet du chapitre premier du budget de la dette publique représentent une somme globale de fr.

et les dépenses afférentes aux régies de l'État fr.

En tout. fr.

Par contre, le revenu privé de l'État (revenu direct des capitaux et produit brut des régies) a donné fr.

Différence. fr.

b) 1909 présente les chiffres suivants :

Charges du chapitre premier de la dette publique. fr.

Dépenses afférentes aux régies fr.

En tout. fr.

D'autre part, le revenu privé de l'État est de fr.

Différence fr.

c) Les chiffres correspondants de 1910 sont :

Chapitre premier de la dette publique fr.

Dépenses afférentes aux régies fr.

En tout. fr.

Le revenu privé de l'État a produit fr.

Différence fr.

Grâce au produit des régies et au revenu direct des capitaux, la charge de la dette publique, amortissement compris, ne pèse plus, on le voit, sur le budget ordinaire de 1910 que pour 35 millions, au lieu de 46 millions en 1908!!

35 millions. C'est-à-dire l'intérêt à 3.50 % d'un milliard, alors que notre dette s'élève à près de 4 milliards!

Et si l'on considère que le boni présumé pour 1910 est de plus de 7 millions et qu'en dehors de l'impôt l'Etat encaisse des recettes de natures diverses à concurrence de 27 millions, on ne peut que se féliciter de la politique financière et économique qui a prévalu en Belgique.

Chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, routes, forêts, rivières, canaux et ports, voilà des services publics dont l'importance est capitale aux temps où nous vivons.

Que serait la Belgique si les pouvoirs publics n'avaient pourvu à son outillage économique et ne continuait à y pourvoir!

Renoncer à l'emprunt, ce serait entraver l'expansion de la nation.

Des besoins nouveaux naissent tous les jours.

Il faut y faire face.

La Section centrale n'hésite pas à recommander au Gouvernement et à la Chambre de persévérer dans la voie où ils sont engagés.

Le budget extraordinaire est leur œuvre commune.

Ils ont bien fait de le restreindre aux dépenses ayant pour objet d'accroître et de perfectionner l'outillage économique de la nation.

Assurément, depuis la réforme de 1893, il est arrivé et il arrivera encore que d'autres dépenses non productives, directement ou indirectement, y ont été inscrites. De 1893 à 1900, elles représentent moins de 5 1/2 p. c. de la dépense totale. Mais elles ont, en fait, été couvertes, — et bien au delà, — par les bonis du budget ordinaire. La note préliminaire du budget extraordinaire, à laquelle la section centrale se réfère, cite, à cet égard, des chiffres précis et péremptoirs, de telle sorte qu'en Belgique l'emprunt est exclusivement employé à des dépenses d'outillage économique, dont une certaine partie est même soldée d'avance par d'autres ressources (excédent des bonis, fonds d'amortissement demeurés sans emploi, aliénation de biens domaniaux, remboursement d'avances, etc.).

Ce n'est donc pas s'aventurer que de conclure ainsi qu'on l'a fait. « Pratique comme il l'est de nos jours, dans notre pays, l'emprunt enrichit la nation de trois manières :

» D'une part, il met à sa disposition l'outillage nécessaire à son commerce, à son industrie, à sa vie et à son expansion économiques; d'autre part, il a pour résultat d'alléger finalement les charges à supporter par l'impôt; enfin, il aboutit à augmenter le domaine collectif national, à l'expiration du délai d'amortissement, d'un actif libre de toute charge. » (*Doc. parl.*, Ch. des Représ., session 1903-1906, pp. 23 et s.)

*
* *

Le cours de la Rente belge a retenu l'attention de la section centrale.

On trouvera, aux annexes de ce rapport, plusieurs tableaux intéressants :

1° *Le cours moyen de la Rente belge 3 p. c. depuis 1840 et, depuis 1891, le cours au 1^{er} mai, du 3 p. c. des Chemins de fer vicinaux (garanti, on le sait, par l'État.)*

En 1860, la Rente belge est à fr.	76.57
— 1870, —	89.67
— 1874, elle tombe à	73.85
— 1880, elle remonte à	84.12
— 1890, elle atteint	97.455
— 1893, elle a dépassé le pair	101.26
— 1900, elle est redescendue à	95.23
— 1903, nous la trouvons à	99.745
et, en 1910, à	93.80

Quant aux chemins de fer vicinaux, ils ont, le 1^{er} mai 1895, comme la rente Belge, dépassé le pair (100 fr. 15), pour descendre, en 1900, à 93 francs. Le 1^{er} mai 1903, ils remontent à 97.80. Au 1^{er} mai 1911, ils ont perdu 10 points.

Ces fluctuations diverses, si fâcheuses qu'elles soient pour les rentiers que les circonstances obligent à réaliser des titres inopinément frappés de baisse, ne prouvent évidemment rien contre la solidité de ces titres.

Il y a des périodes d'activité industrielle et commerciale où l'épargne et les capitaux négligent les valeurs de tout repos et à faible intérêt.

Cela s'est vu, en Belgique, après 1870 et en 1900.

En ces dernières années, des entreprises de tous genres dans les pays d'outre mer comme sur le continent, ont attiré une partie importante des disponibilités.

La cherté de la vie amène aussi les capitaux à rechercher des revenus plus rémunérateurs.

La tendance à l'abaissement du loyer de l'argent, pour continue qu'elle soit, subit, au cours d'un siècle, des moments d'arrêt dont il est impossible de prévoir la durée.

On s'en convaincra en consultant le tableau I, dont la troisième colonne indique, depuis 1840 jusque 1911, le taux effectif d'intérêt correspondant au 3 p. c. nominal.

2° *Du tableau II*, voici quelques cours à fin juin, représentant des variations notables, dont personne n'a songé à faire état contre le crédit des villes intéressées :

Gand (1896) . . .	est en 1902 à 92.75	et, en 1910, à 75.37
Schaerbeek (1897) —	1903 86.25	— 1910 72.50
Ostende (1896) . —	1905 86.75	— 1910 71.50
Anvers (1903) . . —	1906 102.62	— 1910 92.25
Liège (1897) . . —	1902 92.37	— 1910 75.12

3° *Le tableau III* relève, à la fin du mois de juin de chaque année, depuis

1894, le cours des rentes allemande, hollandaise et française, ainsi que du consolidé anglais.

Voilà assurément des valeurs de tout premier ordre ; et cependant, que de fluctuations et de chutes autrement graves, que celles que nous avons, depuis vingt ans, constatées pour la rente belge !

Le consolidé anglais (2 3/4 p. c. réduit à 2 1/2 depuis 1904) est, à la fin juin 1894, à 100.43
deux ans après (en 1896) il s'élève à 112.59
pour descendre en 1901, à 92.82
et tomber, en 1910 à 81.80

soit plus de 30 points d'écart depuis 1896 ! Alors que, pour le 3 p. c. belge entre le cours le plus haut (en 1894), et le cours actuel, il n'y a que 10 points.

Contestera-t-on la prospérité de l'Angleterre ! L'augmentation de sa population, l'accroissement nouveau de son commerce extérieur et l'énorme boni de son dernier budget !

La rente hollandaise :

En 1894, 1895 et 1896, elle touchait le pair.

En 1910, elle est à 88.87 !

Et la *rente allemande*, qui, en 1894, était à 89.30, atteignant 98.15 en 1896, et tombant à 81.66 en 1908 !

16 1/2 points de moins qu'en 1896 !

S'est-on ému en Hollande et en Allemagne ?

Et la *rente française* elle-même (3 p. c. perpétuel) échappe-t-elle à ces soubresauts ?

En 1897, elle monte à 103.60.

Dix ans après, elle descend à 94.25, perdant ainsi plus de 9 points !

Sa stabilité est pourtant remarquable ; si remarquable que M. Paul Leroy-Beaulieu pouvait dire, en novembre 1905 : « Depuis une dizaine d'années environ, la rente française oscille autour du pair, ayant coté un moment jusqu'à 105, et n'étant pas descendue, au cours du présent siècle, au-dessous de 97 ».

Il ne faut d'ailleurs rien exagérer : assurément, tout le monde proclame que la France est un pays riche. Mais ce n'est pas médire d'elle que d'ajouter que, si le cours régulièrement élevé de sa rente atteste sa prospérité, il ne suffit pas à démontrer sa supériorité économique.

Lorsqu'en novembre 1905, M. Paul Leroy-Beaulieu observait que le 3 p. c. allemand ne cotait que 88.90, tandis que le 3 p. c. français cotait 99.75, il écrivait ces lignes qui termineront opportunément ce rapport : « Peut-on dire » cependant que les rentes allemandes soient inférieures en sécurité aux » rentes françaises ?

» Evidemment cette assertion ne serait pas soutenable.

» La dette publique allemande est beaucoup moins forte que la dette » publique française ; la population de l'Allemagne est moitié plus nom- » breuse ; l'activité industrielle du pays est plus grande, et la richesse » générale y est en pleine ascension. La puissante constitution du pays fait

» qu'il a peu à redouter les chocs internationaux et également les troubles intérieurs.

» Les rentes allemandes peuvent donc, au point de vue de la sécurité, supporter la comparaison avec les rentes françaises, et cependant le 3 p. c. allemand rapporte 11 p. c. de plus que le 3 p. c. français, avec, comme autre avantage, la chance de 11 p. c. de plus-value.

» C'est que le taux de l'intérêt est plus élevé en Allemagne qu'en France. Sans entrer dans de grandes dissertations à ce sujet, disons que la principale cause de cet écart du taux de l'intérêt dans les deux pays vient précisément de la supériorité d'activité industrielle de l'Allemagne. Les capitaux sont plus demandés dans ce pays qu'en France, parce que l'industrie y est beaucoup plus active et plus prospère : les capitaux y sont donc plus productifs et plus rémunérés. »

(Paul LEROY-BEAULIEU, *L'art de placer et gérer sa fortune*, p. 102-104.)

*
* *

Voici, d'après la note du budget extraordinaire (p. 13), les cours comparatifs à la date du 1^{er} mai 1911, du :

3 p. c. Belge (2 ^e série)	91.50
3 p. c. Français	95.85
3 p. c. Pays-Bas	85.29
3 p. c. Allemand	83.04
3 p. c. Russe	81.85

Déduction faite du prorata d'intérêts.

La rente belge y reste en bonne place.

EXAMEN DU BUDGET EN SECTIONS ET EN SECTION CENTRALE.

La 1^{re} Section l'a repoussé par 10 voix contre 8 et 1 abstention ;

La 2^e l'a adopté par 11 voix contre 7 et 3 abstentions ;

La 3^e » 15 » » 7 et 1 abstention ;

La 4^e » 13 » » 3 et 3 abstentions ;

La 5^e l'a rejeté par 12 voix contre 11 ;

La 6^e l'a adopté par 12 voix contre 8.

Par 4 voix contre 1 et 2 abstentions, la Section centrale vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,

MICHEL LEVIE.

Le Président,

A. HARMIGNIE.



ANNEXE I.

A. Cours moyen de la rente Belge 3 p. c.		Taux effectif correspondant à 3 p. c. nominal.	B. Chemin de fer Vicinaux. 3 p. c., au 1 ^{er} mai.	Années.
Années.	(Cours moyen).			
1840	70.80	4,237		1840
1850	63.33	4,699		1850
1858	74.01	4,053		1858
1859	73.34	4,090		1859
1860	76.57	3,917		1860
1861	79.46	3,775		1861
1862	82.60	3,631		1862
1863	82.82	3,622		1863
1864	81.81	3,666		1864
1865	83.435	3,595		1865
1866	84.995	3,529		1866
1867	85.01	3,528		1867
1868	86.04	3,486		1868
1869	89.72	3,343		1869
1870	89.67	3,345		1870
1871	94.39	3,178		1871
1872	97.11	3,089		1872
1873	77.34	3,878		1873
1874	73.85	4,062		1874
1875	73.63	4,074		1875
1876	74.10	4,048		1876
1877	76.15	3,939		1877
1878	76.53	3,920		1878
1879	80.37	3,732		1879
1880	84.12	3,566		1880
1881	85.44	3,511		1881
1882	84.41	3,549		1882
1883	82.09	3,639		1883
1884	84. »	3,572		1884
1885	88.98	3,370		1885
1886	94.44	3,176		1886
1887	92.70	3,231		1887
1888	92.99	3,230		1888
1889	93.72	3,197		1889
1890	97.455	3,079		1890
1891	98.60	3,041	95.90	1891
1892	98.93	3,033	96.65	1892
1893	101.26	2,962	99.40	1893
1894	101.97	2,942	99.90	1894
1895	100.50	2,960	100.15	1895
1896	100.89	2,974	99. »	1896
1897	101.51	2,957	99. »	1897
1898	100.87	2,974	99.50	1898
1899	98.59	3,041	96. »	1899
1900	95.23	3,153	93. »	1900
1901	97.38	3,086	94.25	1901
1902	99.66	3,011	97. »	1902
1903	99.775	3,007	97.80	1903
1904	99.75	3,008	96. »	1904
1905	99.745	3,008	95.37 1/2	1905
1906	99.69	3,009	93.25	1906
1907	97.725	3,070	93.75	1907
1908	94.545	3,173	90. »	1908
1909	95.175	3,152	91.50	1909
1910	93.80	3,198	90.75	1910
1911			87.70	1911

Ce tableau est extrait d'une étude sur « les variations du taux d'intérêt en Belgique pendant la période contemporaine » publiée par M. F. Hankar, directeur général à la Caisse d'Épargne, dans le *Bulletin de l'Association des actuaires belges*, n° 15, 15 juin 1905.

ANNEXE II.

Obligations diverses.

COURS à la fin du mois de juin	CHEMINS DE FER VICINAUX 1885.	GAND 1896.	ANVERS 1887.	SCHAERBEEK 1897.	OSTENDE 1898.	ANVERS 1903.	LIÈGE 1897.
1901	113. »	90. »	106.50	79.25	77. »	»	89. »
1902	115.625	92.75	107.875	84.25	84.25	»	92.375
1903	115. »	91. »	107.50	86.25	86. »	92.875	91.125
1904	114.875	92.25	106.875	84.375	84.25	97.625	92.25
1905	114.50	91.75	106.25	85.50	86.75	101.25	90.875
1906	115.50	89.625	108.50	84.125	86. »	102.625	88.75
1907	112. »	83.50	102.375	81. »	80. »	97.25	82.75
1908	111.875	83. »	101.50	78.25	78.375	96.50	81.50
1909	110.50	80.75	101.125	76. »	75.25	94.75	79.375
1910	107.75	75.375	100. »	72.50	71.50	92.25	75.125

ANNEXE III.

COURS à la fin du mois de juin.	RENTE ALLEMANDE. 3 p. c. janvier-juillet.		RENTE HOLLANDAISE. 3 pour cent.		RENTE FRANÇAISE. 3 pour cent perpétuel.		CONSOLIDÉ ANGLAIS. 2 3/4 p.c. réduit à 2 1/2 p.c. depuis 1904.	
	Intérêts compris.	Intérêts non compris.	Intérêts compris.	Intérêts non compris.	Intérêts compris. (1)	Intérêts non compris. (1)	Intérêts compris.	Intérêts non compris.
1894.	90.75	89.30	100.75	99.75	100.70	100.70	101 1/16	100.43
1895.	99.40	97.95	100.50	99.55	101.85	101.85	106 1/4	105.63
1896.	99.60	98.15	100.60	99.65	100.90	100.90	113 1/4	112.59
1897.	98 »	96.55	98.25	97.30	103.60	103.60	112 7/8	112.225
1898.	96.30	94.85	97.70	96.70	102.50	102.50	111 1/8	110.485
1899.	90.50	89.05	95 »	94.05	101.15	101.15	107 7/8	107.235
1900.	87.85	86.40	90.55	89.60	100.27	100.27	100 7/16	99.81
1901.	89.875	88.42	92.825	91.865	100.27	100.27	93 7/16	92.82
1902.	93.25	91.80	95.50	94.55	101.62	101.62	95 7/8	95.265
1903.	91.90	90.40	95 »	94 »	96.55	96.55	92 5/8	92.025
1904.	90.875	89.39	94.25	93.27	97.95	97.95	90 1/8	89.55
1905.	90.40	88.93	94.25	93.28	97.925	97.925	89 7/8	89.305
1906.	88.40	86.94	92.65	91.69	97 »	97 »	88 1/4	87.69
1907.	84 »	82.55	88.40	87.45	94.25	94.25	84 9/16	84.19
1908.	83.15	81.66	89.325	88.335	94.90	94.90	87 7/8	87.28
1909.	85.525	84.04	91.625	90.64	97.15	97.15	84 1/8	83.54
1910.	84.85	83.375	89.85	88.875	98 »	98 »	82 3/8	81.80

(1) Fin juin le titre est coté ex-coupon.

Compte provisoire de l'exercice

DÉBIT

DETTE PUBLIQUE (chapitre 1 ^{er} du budget de la dette).	Dette consolidée	Intérêts :		
		109,421,478.71	123,393,684.27	
		Amortissement :		
	13,972,505.56			
	Annuités dues par l'État	Intérêts :		
		11,804,992.69	16,539,004.81	
		Amortissement :		
	4,734,012.12			
	Dette flottante. — Intérêts des bons du trésor.			4,162,635.26
				144,095,324.34
Intervention de l'État dans la for- mation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux			3,479,810.50	
Intervention de l'État dans la for- mation du capital de la Société ano- nyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles			350,000 »	
Autres charges			756,551.74	
			148,681,686.58	
Dépenses afférentes aux régies de l'État	Chemins de fer, postes, télégra- phes, téléphones et marine (1)			245,809,527 »
	Domaine privé de l'État			1,202,849.46
				247,012,276.46
Dettes publiques proprement dites				395,694,063.04
	Dépenses ordinaires			251,832,944.25
	Dépenses exceptionnelles.			25,000,000 »
			276,832,944.25	
Excédent de recettes (boni)			7,400,000 »	
			679,927,007.29	

(1) Y compris les pensions.

1910 (Service ordinaire).

CRÉDIT

REVENU PRIVÉ DE L'ÉTAT.		
Revenu direct des capitaux.	Intérêts et dividendes des actions de la Société nationale des chemins de fer vicinaux	2,668,314.95
	Intérêts et dividendes des actions de la Compagnie du chemin de fer du Congo	934,710 »
	Quote-part de l'État dans le divi- dende attribué par l'exercice 1909 aux actionnaires de la Société ano- nyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles.	
	Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime	164,475 »
	Indemnité payée par le Gouverne- ment chinois (2)	<u>1,223,676.72</u>
		4,990,876.67
Produit brut des régies.	Chemins de fer, postes, télé- graphes, téléphone et marine . . .	352,630,639.95
	Domaine privé de l'État	<u>2,500,000 »</u>
		<u>355,130,639.95</u>
		360,121,516.62
REVENUS PUBLICS.		
Impôts.	Contributions directes, douanes et accises	213,859,716.92
	Enregistrement	<u>78,470,854.44</u>
		292,330,571.36
Autres recettes		<u>27,474,919.31</u>
		319,805,490.67
		<u>679,927,007.29</u>

(2) Cette indemnité, attribuée à divers particuliers et sociétés a été capitalisée par le trésor en vertu de la loi du 14 mai 1904.

(14)

(4)
(Nr 166.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JUNI 1911.

Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1911 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

De verhoogingen en verminderingen, die de Begrooting aanwijst, gaven geen aanleiding tot opmerkingen. Overigens, ze zijn gerechtvaardigd in de voorafgaande toelichting.

Den 24^e December, na eene eerste gedachtenwisseling, ging de Middenafdeeling uiteen voor een onbepaalden tijd.

Slechts op heden, 1 Juni 1911, vergaderde zij opnieuw.

Welke is de reden van deze maandenlange vertraging, waardoor de regelmatige goedkeuring van de Begrooting onmogelijk werd gemaakt?

Het verslag van 1908 antwoordde reeds op deze vraag.

Wij behoeven ze opnieuw kortbondig te behandelen.

Artikel 9 der Begrooting (krediet van 12,000,000 frank) betreft « de » kroozen, allossingen en kosten der kapitalen ontleend en te ontleenen » gedurende de jaren 1910 en 1912 tot bestrijding der uitgaven op buitengewone middelen; interesten en kosten der in omloop zijnde Schatkistbiljetten (onbepaald krediet). »

Welke zijn de ontleende en te ontleenen kapitalen in 1910 en 1911?

Welke zijn, anderzijds, de uitgaven op buitengewone middelen, die zij moeten dekken?

Het spreekt vanzelf dat in October 1910, wanneer de Minister van Financiën de Begrooting indiende, hij zelf niet beschikte over nauwkeurige gegevens : zijne ramingen waren noodzakelijkerwijs hoogst benaderend.

Wat de Middenafdeeling betreft, in December en zelfs in deze laatste

(1) Begrooting, nr 4^{vi}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Vandewalle, Denis, Levie, Van Cauwenbergh, Mechelynck en Hamman.

weken bezat zij niet en kon zij niet bezitten, voor 1910 en, met nog meer grond, voor 1911, eenig officieel stuk waaruit zij inlichtingen kon putten.

Moest zij, onder die omstandigheden, hare werkzaamheden voltrekken, dan zou zij in de onmogelijkheid geweest zijn, de Kamer in te lichten over een gewichtigen post der Begrooting.

Zij wilde liefst wachten.

Hoe men ook handele en hoe spoedig ook de Kamers beraadslagen over de Begrootingen, steeds worden er voorloopige kredieten toegestaan : ze zijn onvermijdelijk en leverden werkelijk, tot nu toe, geen ernstige bezwaren op.

Voor een onbepaalden tijd uiteengaande, zou zij op den gepasten tijd, dank zij de stukken welke de Regeering geregeld doet verschijnen, in staat zijn om gewichtige punten in 't licht te stellen, welke eene vervroegde behandeling in het donker zou hebben gelaten.

Inderdaad, verleden maand ontvingen wij het Overzicht van den Algemeenen Toestand der Schatkist op 1 Januari 1911 : hierdoor werden haar kostbare gegevens verstrekt.

Gisteren werd de Buitengewone Begrooting rondgedeeld. Weldra zal daarover verslag uitgebracht worden.

Voor de Kamer zal het een nieuwe bron zijn van nuttige aanwijzingen ; en het artikel 9, dat zij in December zonder kennis van zaken en uit vertrouwen zou goedgekeurd hebben, zal haar thans, ten minste in zijne bijzonderste bestanddeelen, klaar voorkomen.

Begrooting van 's Lands Schuld en Buitengewone Begrooting hangen eenigszins samen.

Twee onderscheidene en achtereenvolgende behandelingen zouden geen reden van bestaan hebben.

De hoofdzaak is, niet spoedig, maar goed en met kennis van zaken tot de stemming over te gaan.

*
* *

Wij zegden dat in het Overzicht van den toestand der Schatkist de meest belangwekkende inlichtingen voorkomen.

Hier volgen enkele inlichtingen die dienen aangeteekend te worden, opdat men zich rekenschap geve van den toestand van 's Rijks financiën en van de hechtheid van 's Lands krediet.

I.

Hoeveel bedragen, op 1 Januari 1911, de buitengewone uitgaven en middelen?

Men weet dat de uitgaven op buitengewone middelen worden gedekt door de eigenlijk gezegde buitengewone inkomsten (vervreemding van domeiniale goederen, inning van verschillende voorschotten en schulvorderingen, ongebruikte delgingsfondsen), door de overschotten van de gewone begrooting en eindelijk door de leening.

A) *Buitengewone uitgaven :*

Dienstjaren 1850 tot 1908	fr.	4,072,857,452.69
Dienstjaar 1909		151,747,457.90
— 1910		156,502,101.16
	Fr.	4,581,107,011.75

B) *Buitengewone middelen.*

Eigenlijke buitengewone ontvangsten	317,850,158 50
Overschotten van den gewonen dienst	234,271,347 01
Opbrengst van leeningen	3,584,856,086 21
Thesauriefondsen (waaronder de Schatkistbiljetten ten bedrage van 156,200,000 frank) waardoor men van de gemachtigde leeningen kon afzien	244,129,420 03
	Fr. 4,581,107,011 75

II.

Welke zijn, onder deze buitengewone uitgaven, die welke gelden voor den spoorweg, voor het zeewezen, de posterijen, de telegraaf en de telephoon?

Hierop wordt geantwoord door het Overzicht van den toestand der Schatkist :

a) Kapitalen tot dekking der kosten van eerste inrichting van den spoorweg	2,731,076,536 59
b) Telegraaf en telephoon	79,503,880 23
c) Zeewezen	28,827,077 52
d) Posterijen en telephoon (Burgerlijke gebouwen)	23,613,096 08
Totaal.	fr. 2,863,020,590 42

III.

Welke was, op 1 Januari 1911, de toestand van de gevestigde schuld en van de vlottende schuld?

De gevestigde schuld bedroeg	3,703,403,693 57
De vlottende schuld	156,204,500 »

Wat den interest van de Schatkistbiljetten betreft, deze schommelde, gedurende het jaar 1910, tusschen 1.75 t. h. en 4 t. h. Gemiddeld bedroeg hij 2.98 t. h.

IV.

A) *Hoeveel bedroeg, bij voorbeeld voor 1910, de interest en de delging der schuld?*

B) *In welke mate zijn de buitengewone uitgaven voordelig?*

A) Niets is klaarder, meer leerrijk en meer afdoende dan de voorloopige rekening over het dienstjaar 1910 (gewonen dienst), die voorkomt op de

bl. 24-25 van het Overzicht van den toestand der Schatkist : hieronder wordt zij als bijlage overgenomen.

Op de gewone middelen voor 1910 werden betaald :

1 ^o Kroozen van de gevestigde schuld	fr. 109,421,178.71
— Schatkistbiljetten	4,162,635.26
— annuïteiten verschuldigd door den	
Staat	11,804,992.69
2 ^o Delging van de gevestigde schuld	13,972,503.56
— annuïteiten verschuldigd door den	
Staat	4,734,012.12
Te zamen . . . fr.	144,095,324.54

Voor elk dienstjaar worden de interesten evenals de delgingsdotatie, m. a. w. de som die bestemd is om de ontleende kapitalen trapsgewijs af te leggen, op gelijke wijze op de gewone begrooting gebracht.

Op den voet van het huidig bedrag der dotatie heeft de Staat binnen 81 jaar afbetaald.

Eigenlijk bevindt zich de Staat in den toestand van de gewone personen die geld ontleenen mits terugbetaling, aan den leener, door middel van een zeker aantal annuïteiten. Na 81 annuïteiten te hebben betaald op de gewone diensten, heeft hij elke ontleende som afbetaald.

B) *Nu dient men te weten in welke mate de buitengewone uitgaven voordelig zijn* : het is inderdaad noodig na te gaan, niet alleen *hoeveel* er werd uitgegeven, maar ook en vooral *hoe* er uitgegeven werd.

Is het dan wel waar, zooals de Minister van Financiën beweert, dat, zoo de openbare schuld aangroeit met de nieuwe kapitalen die worden aangewend tot de uitbreiding van 's lands economische uitrusting, de rechtstreeksche inkomsten van het nationaal domein te gelijker tijd toenemen in zulke mate dat de last, door den belastingschuldige werkelijk gedragen uit hoofde van de interesten en van de aflossing der geheele schuld, aan het verminderen is?

In het Overzicht van den toestand der Schatkist (bl. 20-25) zijn de rekeningen over de dienstjaren 1908, 1909 en 1910 (gewonen dienst) opgenomen. De vergelijking daarvan teekent.

Ziehier de beknopte samenvatting dier rekeningen :

a) In 1908 bedroegen al de lasten, die zijn voorzien bij het eerste hoofdstuk der begrooting van openbare schuld, eene globale som van	fr. 158,606,768.12
en de uitgaven wegens de Staatsbedrijven.	222,123,549.36
Te zamen. . . fr.	360,730,317.48
Anderzijds bedroegen de private inkomsten van den Staat (rechtstreeksche inkomsten der kapitalen en bruto-opbrengst der Staatsbedrijven)	fr. 315,903,389.11
Verschil. . . fr.	46,826,928.37

b) Voor 1909 hebben wij de volgende cijfers :

Lasten voorzien bij het eerste hoofdstuk van 's Lands	
Schuld.	fr. 144,961,983.09
Uitgaven wegens de Staatsbedrijven.	250,871,500.96
Te zamen.	
	fr. 378,333,484.95
Anderzijds bedragen de private inkomsten van den Staat fr.	328,698,175.78
Verschil.	
	<u>fr. 46,635,309.17</u>

c) De overeenkomende cijfers voor 1910 zijn :

Eerste hoofdstuk van 's Lands Schuld	fr. 148,681,686.58
Uitgaven wegens Staatsbedrijven	247,012,376.46
Te zamen.	
	fr. 398,694,063.04
De private inkomsten van den Staat leverden op	fr. 360,121,516.62
Verschil.	
	<u>fr. 35,873,546.42</u>

Men ziet dus dat, dank zij de opbrengst van de Staatsbedrijven en de rechtstreeksche inkomsten van de kapitalen, de last der Openbare Schuld, met inbegrip van de aflossing, op de gewone Begrooting voor 1910 nog enkel drukt voor 53 miljoen in stede van 46 miljoen in 1908!!

53 miljoen! Dat is de interest, tegen 5.50 t. h., van een milliard, wanneer onze schuld nagenoeg 4 milliard bedraagt!

En wanneer men in aanmerking neemt dat het vermoedelijk overschot voor 1910 meer dan 7 miljoen bedraagt en dat de Staat, benevens de belasting, ook ontvangsten van verschillenden aard doet, tot een bedrag van 27 miljoen, kan men zich gelukwenschen om de financieele en economische politiek die in België werd gehuldigd.

Spoorwegen, posten, telegraaf en telefoon, wegen, bosschen, rivieren, kanalen en havens, dat zijn openbare diensten wier belang hedendaags overwegend is.

Wat zou België zijn, indien de openbare machten in zijne economische uitrusting niet hadden voorzien en daarin niet voortdurend moesten voorzien!

Moest men van de leening afzien, dan zou men 's lands uitbreiding belemmeren.

Elke dag brengt nieuwe behoeften mee.

Daarin moet worden voorzien.

De Middenafdeeling aarzelt niet, de Regeering en de Kamers er toe aan te zetten, op den ingetreden weg voort te gaan.

De Buitengewone Begrooting is haar gemeenschappelijk werk.

Zij hebben goed gehandeld, wanneer zij ze beperkten tot de uitgaven die ten doel hebben, de economische uitrusting van het land uit te breiden en te verbeteren.

Ongetwijfeld is het, sinds de hervorming van 1895, gebeurd en zal het nog gebeuren dat andere, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks voordeelige uitgaven op die begrooting worden uitgetrokken. Van 1895 tot 1900

bedragen zij minder dan 5 1/2 t. h. van de geheele uitgave. Doch feitelijk werden zij gedekt — en in ruime mate — door de overschotten van de gewone begrooting. De nota tot toelichting van de Buitengewone Begrooting, waarop de Middenafdeeling zich beroept, haalt, te dien aanzien, duidelijke en afdoende cijfers aan, zóódat, in België, de leening uitsluitend wordt besteed aan uitgaven voor economische uitrusting, waarvan een zeker deel zelfs vooraf is betaald door middel van andere inkomsten (overschotten, delgingsfondsen die ongebruikt bleven, vervreemding van domeingoederen, terugbetaling van voorschotten, enz.).

Het is dus niet gewaagd daaruit opnieuw te besluiten : « Zooals de » leening hedendaags in ons land wordt aangegaan, verrijkt zij de natie op » drie wijzen :

» Eenerzijds, verschaft zij haar de uitrusting welke zij noodig heeft voor » haren handel, hare nijverheid, haar leven en hare economische uitbrei- » ding; anderzijds, heeft zij voor gevolg, ten slotte, de belastingen min » drukkend te maken; eindelijk, komt zij er op uit, 's lands gezamenlijk » domein, bij het eindigen van het delgingstijdvak, te vermeerderen met » een van alle lasten vrij bezit. » (*Stukk. Kamer, zittingsjaar 1905-1906, bl. 23 en vlgd.*)

* * *

De Middenafdeeling vestigde hare aandacht op den koers van de Belgische rente.

In de bijlagen van dit Verslag zijn verscheidene belangwekkende tabellen opgenomen :

1^o *De gemiddelde koers van de Belgische rente 3 t. h. sedert 1840 en, sedert 1891, de koers op 1 Mei van de Buurtspoorwegen 3 t. h. (men weet dat deze door den Staat gewaarborgd zijn).*

In 1860, is de Belgische rente genoteerd fr.	76.57
— 1870,	89.67
— 1874, zakt zij tot.	75.85
— 1880, stijgt zij weer tot	84.12
— 1890, bereikt zij	97.455
— 1895, stond zij boven pari	101.26
— 1900, zakte zij opnieuw tot	95.25
— 1905, noteert zij	99.745
en, in 1910	95.80

Op 1 Mei 1895 stonden de buurtspoorwegen evenals de Belgische rente, boven pari (fr. 100.15), om, in 1900, te dalen tot 95 frank. Den 1^o Mei 1905 stijgen zij opnieuw tot 97.80. Op 1 Mei 1911 hebben zij 10 punten verloren.

Deze schommelingen, hoe bezwaarlijk ze ook zijn voor de renteniers die door de omstandigheden gedwongen worden titels te verkoopen welke plotse-ling zijn gedaald, bewijzen eigenlijk niets tegen de degelijkheid dier titels.

Er zijn tijdperken van bedrijvigheid op nijverheids- en handelsgebied,

waarin de spaarders en de kapitalisten de volkomen zekere, doch weinig interest opbrengende waarden ter zijde laten.

Dat deed zich voor in België na 1870 en in 1900.

Gedurende deze jongste jaren trokken allerlei ondernemingen, in de overzeesche landen evenals op het vasteland, een voornaam gedeelte van de beschikbare kapitalen tot zich.

De duurte van de levensbehoeften heeft ook voor gevolg, dat de kapitalisten zich meer winstgevende inkomsten trachten te verschaffen.

Hoe aanhoudend ook de huurprijs van het geld tot daling overhelt, toch komen er, in den loop eener eeuw, tijden voor, waarop die daling ophoudt en waarvan men den duur niet kan voorzien.

Men zal zich daarvan overtuigen bij het nazien van tabel I : in de derde kolom wordt het werkelijk bedrag van den interest, overeenkomende met het 3 t. h. nominaal, vermeld van 1840 tot 1911.

2° Ziehier, uit *Tabel II*, eenige aanzienlijke afwijkende noteeringen op einde Juni. Niemand heeft er aan gedacht, dit feit aan te voeren tegen het krediet van de daarbij betrokken gemeenten :

Gent	(1896)	noteert, in 1902, 92.75 en, in 1910, 75.57.
Schaarbeek	(1897) —	in 1903, 86.25 en, in 1910, 72.50.
Oostende	(1896) —	in 1903, 86.75 en, in 1910, 71.50.
Antwerpen	(1903) —	in 1905, 102.62 en, in 1910, 92.25.
Luik	(1897) —	in 1902, 92.37 en, in 1910, 75.12.

5° In de *Tabel III* wordt, voor het einde der maand Juni van elk jaar, van 1894 af, vermeld de koers van de Deutsche, Nederlandsche en Fransche renten, alsmede van de geconsolideerde Engelsche rente.

Dat zijn voorzeker waarden van allereersten rang; en toch zijn de schommelingen en dalingen, die zij ondergaan, veel erger dan die, welke wij sedert twintig jaar voor de Belgische rente vaststelden !

De geconsolideerde Engelsche rente (2 3/4 t. h. verminderd tot op 2 1/2 sedert 1904) noteert, einde Juni 1894, fr. 100.43
twee jaren nadien (in 1896) stijgt zij tot 112.59
om, in 1901, te dalen tot. 92.82
en om, in 1910, te zakken tot 81.80

Dus 30 punten minder dan in 1896, wanneer er voor de Belgische rente 3 t. h. een verschil van slechts 10 punten voorkomt tusschen de hoogste noteering (in 1894) en de huidige noteering.

Zal men nochtans den voorspoed van Engeland, den aangroei van zijne bevolking, de voortdurende tocneming van zijn buitenlandschen handel en het aanzienlijk overschot van zijne laatste begrooting betwisten !

De Nederlandsche rente :

In 1894, 1895 en 1896 stond zij bijna op pari.

In 1910 noteert zij 88.87 !

En de *Deutsche rente*, die 89.50 noteerde in 1894, 98.15 bereikte in 1896 en zakte tot 81.66 in 1908 !

16 1/2 punten minder dan in 1896 !

Verwekte zulks ontroering in Nederland en in Duitschland?

En de Fransche rente zelve (blijvend 3 t. h.), is zij van deze schommelingen vrij?

In 1897 stijgt zij tot 105.60.

Tien jaar later daalt zij tot 94.25: zij verloor dus meer dan 9 punten!

Hare vastheid is nochtans merkwaardig, zoo merkwaardig dat de heer Paul Leroy-Beaulieu kon zeggen, in November 1905: « Sedert nagenoeg tien jaren blijft de Fransche rente omtrent pari staan. Op zeker oogenblik noteerde zij 105 en in den loop dezer eeuw daalde zij niet beneden 97. »

Overigens, men vermijde elke overdrijving; voorzeker erkent iedereen dat Frankrijk een rijk land is. Doch men spreekt geen kwaad van dit land, wanneer men er bijvoegt dat, zoo de steeds hooge noteering van zijne rente getuigt van zijne welvaart, zij niet volstaat om zijn economische meerderheid te bewijzen.

Toen, in November 1905, de heer Paul Leroy-Beaulieu aanmerkte dat de Duitsche 3 t. h. slechts 88.90 genoteerd stond, terwijl de Fransche 3 t. h. 99.75 noteerde, schreef hij deze woorden welke op gepaste wijze dit verslag zullen sluiten: « Kan men nochtans zeggen dat de Duitsche renten niet » zooveel zekerheid opleveren als de Fransche?

» Deze bewering zou ongetwijfeld niet gegrond zijn.

» De Duitsche openbare schuld bedraagt veel minder dan de Fransche openbare schuld; de Duitsche bevolking is voor de helft talrijker; de bedrijvigheid op nijverheidsgebied is grooter — en de algemeene rijkdom neemt er steeds toe. 's Lands machtige inrichting heeft voor gevolg, dat het weinig te duchten heeft van de internationale botsingen evenmin als van de beroerten binnen het land.

» Ten aanzien van de zekerheid kunnen de Duitsche renten dus opwegen tegen de Fransche; nochtans brengt de 3 t. h. 11 t. h. meer op dan de Fransche 3 t. h. en levert daarenboven dit ander voordeel op, dat zich daarbij voegt eene overwaarde van 11 t. h.

» Dat heeft men hieraan te danken: in Duitschland is het bedrag van den interest hooger dan in Frankrijk. Dat punt willen wij niet breedvoerig behandelen, wij wijzen enkel op het feit, dat de voornaamste oorzaak van dit verschil tusschen het bedrag van den interest in beide landen wel degelijk het gevolg is van de grootere bedrijvigheid op nijverheidsgebied in Duitschland. In dat land is er meer navraag naar kapitalen dan in Frankrijk, omdat de nijverheid er levendiger en bloeiender is: de kapitalen zijn er dus meer productief en meer winstgevend. » (Paul LEROY-BEAULIEU. *L'art de placer et gérer sa fortune*, bl. 102-104.)

*
* * *

Hieronder zijn vermeld, volgens de nota van de Buitenlandsche Begrooting (bl. 13), de vergelijkende noteeringen op 1 Mei 1911:

Belgische 3 t. h. (2 ^e reeks)	91.50
Fransche 3 t. h.	95.85

Nederlandsche 3 t. h.	85.29
Duitsche 3 t. h.	83.04
Russische 3 t. h.	81.83

Na aftrek van de loopende interesten.

De Belgische rente bekleedt dus eene schoone plaats.

ONDERZOEK DER BEGROOTING IN DE AFDEELINGEN EN IN DE MIDDENAFDEELING.

De 1^{ste} Afdeeling verwierp de Begrooting met 10 stemmen tegen 8 en 1 onthouding;

In de 2^{de} Afdeeling werd zij goedgekeurd met 11 stemmen tegen 7 en 5 onthoudingen;

In de 3^{de} Afdeeling werd zij goedgekeurd met 15 stemmen tegen 7 en 1 onthouding;

In de 4^{de} Afdeeling werd zij goedgekeurd met 13 stemmen tegen 3 en 3 onthoudingen;

De 5^{de} Afdeeling verwierp haar met 12 stemmen tegen 11;

De 6^{de} Afdeeling keurde haar goed met 12 stemmen tegen 8.

Met 4 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen stelt de Middenafdeeling u voor, de Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,

MICHEL LEVIE.

De Voorzitter,

A. HARMIGNIE.



BIJLAGE I.

A. Gemiddelde koers van de Belgische rente 3 t. h.		Werkelijk bedrag van den interest overeenstemmend met 3 t. h. nominaal	B. Buurtspoor- wegen. 3 t. h., op 1 Mei.	Jaren.
Jaren.	Gemiddelde koers.			
1840	70.80	4,237		1840
1850	63.83	4,699		1850
1858	74.01	4,053		1858
1859	73.34	4,090		1859
1860	76.57	3,917		1860
1861	79.46	3,775		1861
1862	82.60	3,631		1862
1863	82.82	3,622		1863
1864	81.81	3,666		1864
1865	83.435	3,595		1865
1866	84.995	3,529		1866
1867	85.01	3,528		1867
1868	86.04	3,486		1868
1869	89.72	3,343		1869
1870	89.67	3,345		1870
1871	94.39	3,178		1871
1872	97.11	3,089		1872
1873	77.34	3,878		1873
1874	73.85	4,062		1874
1875	73.63	4,074		1875
1876	74.10	4,048		1876
1877	76.15	3,939		1877
1878	76.53	3,920		1878
1879	80.37	3,732		1879
1880	84.12	3,566		1880
1881	85.44	3,511		1881
1882	84.41	3,549		1882
1883	82.09	3,639		1883
1884	84. »	3,572		1884
1885	88.98	3,370		1885
1886	94.44	3,176		1886
1887	92.70	3,231		1887
1888	92.99	3,230		1888
1889	93.72	3,197		1889
1890	97.455	3,079		1890
1891	98.60	3,041	95.90	1891
1892	98.93	3,033	96.65	1892
1893	101.26	2,962	99.40	1893
1894	101.97	2,942	99.90	1894
1895	100.50	2,960	100.15	1895
1896	100.89	2,974	99. »	1896
1897	101.51	2,957	99. »	1897
1898	100.87	2,974	99.50	1898
1899	98.59	3,041	96. »	1899
1900	95.23	3,153	93. »	1900
1901	97.38	3,086	94.25	1901
1902	99.66	3,011	97. »	1902
1903	99.775	3,007	97.80	1903
1904	99.75	3,008	96. »	1904
1905	99.745	3,008	95.37 1/2	1905
1906	99.69	3,009	93.25	1906
1907	97.725	3,070	93.75	1907
1908	94.545	3,173	90. »	1908
1909	95.175	3,152	91.50	1909
1910	93.80	3,198	90.75	1910
1911			87.70	1911

Deze tabel is ontleend aan eene studie over « *Les variations du taux d'intérêt en Belgique pendant la période contemporaine* », geschreven door den heer F. HANKAR, Algemeenen Bestuurder bij de Spaar-
kas, in het *Bulletin de l'Association des actuaires belges*, n^o 15, 15 Juni 1905.

BIJLAGE II.

Verscheidene obligatiën.

KOERS op einde Juni.	Buurt- spoor- wegen. 1885.	GENT 1896.	ANTWERPEN 1887.	SCHAAKBEEK 1897.	OOSTENDE 1898.	ANTWERPEN. 1903.	LUIK 1897.
1901	113. »	90. »	106.50	79.25	77. »	»	89. »
1902	115.625	92.75	107.875	84.25	84.25	»	92.375
1903	115. »	91. »	107.50	86.25	86. »	92.875	91.125
1904	114.875	92.25	106.875	84.375	84.25	97.625	92.25
1905	114.50	91.75	106.25	85.50	86.75	101.25	90.875
1906	115.50	89.625	108.50	84.125	86. »	102.625	88.75
1907	112. »	83.50	102.375	81. »	80. »	97.25	82.75
1908	111.875	83. »	101.50	78.25	78.375	96.50	81.50
1909	110.50	80.75	101.125	76. »	75.25	94.75	79.375
1910	107.75	75.375	100. »	72.50	71.50	92.25	75.125

BIJLAGE III.

KOERS op einde Juni.	DUITSCHÉ RENTE. 3 t. h. Januari-Juli.		NEDERLANDSCHE RENTE. 3 t. h.		FRANSCHÉ RENTE blijvend 3 t. h.		GECONSOLIDEERDE ENGELSCHÉ RENTE 2 3/4 t. h., sedert 1904 verminderd tot 2 1/2 t. h.	
	Met inbegrip van den interest.	Zonder den interest.	Met inbegrip van den interest.	Zonder den interest.	Met inbegrip van den interest (1).	Zonder den interest. (1)	Met inbegrip van den interest.	Zonder den interest.
1894.	90.75	89.30	100.75	99.75	100.70	100.70	101 1/16	100.43
1895.	99.40	97.95	100.50	99.55	101.85	101.85	106 1/4	105.63
1896.	99.60	98.15	100.60	99.65	100.90	100.90	113 1/4	112.59
1897.	98 »	96.55	98.25	97.30	103.60	103.60	112 7/8	112.225
1898.	96.30	94.85	97.70	96.70	102.50	102.50	111 1/8	110.485
1899.	90.50	89.05	95 »	94.05	101.15	101.15	107 7/8	107.235
1900.	87.85	86.40	90.55	89.60	100.27	100.27	100 7/16	99.81
1901.	89.875	88.42	92.825	91.865	100.27	100.27	93 7/16	92.82
1902.	93.25	91.80	95.50	94.55	101.62	101.62	95 7/8	95.265
1903.	91.90	90.40	95 »	94 »	96.55	96.55	92 5/8	92.025
1904.	90.875	89.39	94.25	93.27	97.95	97.95	90 1/8	89.55
1905.	90.40	88.93	94.25	93.28	97.925	97.925	89 7/8	89.305
1906.	88.40	86.94	92.65	91.69	97 »	97 »	88 1/4	87.69
1907.	84 »	82.55	88.40	87.45	94.25	94.25	84 9/16	84.19
1908.	83.15	81.66	89.325	88.335	94.90	94.90	87 7/8	87.28
1909.	85.525	84.04	91.625	90.64	97.15	97.15	84 1/8	83.54
1910.	84.85	83.375	89.85	88.875	98 »	98 »	82 3/8	81.80

(1) Einde Juni is de titel genoteerd zonder coupon.

(13)

Voorloopige rekening over het dienstjaar 1910 (gewone dienst).

Voorloopige rekening over het dienstjaar

DEBET

OPENBARE SCHULD (1 ^{ste} Hoofdstuk van de Begrooting der Schuld).	Gevestigde schuld.	Kroozen :		
		109,421,178.71	123,393,684.27	
		Delging :		
		13,972,505.56		
	Door den Staat te betalen annuïteiten.	Kroozen :		
		11,804,992.69	16,539,004.81	
		Delging :		
		4,734,012.12		
	Vlottende schuld. — Interesten der Schatkistbiljetten		4,162,635.26	
			144,095,324.34	
Aandeel van den Staat in het inrichtingskapitaal der buurtspoor- wegen		3,479,810.50		
Aandeel van den Staat in het kapitaal der Naamlooze Maatschappij der Vaart en Haveninrichtingen van Brussel		350,000 »		
Overige lasten		756,551.74		
		148,681,686.58		
Uitgaven betrekkelijk de Staatsbedrijven.	Spoorwegen, Posterijen, Tele- graaf, Telefoon en Zeewezen (1)		245,809,527 »	
	Privaat domein van den Staat		1,202,849.46	
			247,012,276.46	
Eigenlijke openbare schulden.	Gewone uitgaven		251,832,944.25	
	Buitengewone uitgaven		25,000,000 »	
			276,832,944.25	
Overschot van ontvangsten (te goed)		7,400,000 »		
		679,927,007.29		

(1) Met inbegrip van de pensioenen.

1910 (gewone dienst).

CREDIT

PRIVAAT INKOMEN VAN DEN STAAT.		
Rechtstreeksch inkomen van de kapitalen.	Interesten en dividenden van de aandeelen der Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen	2,668,314.95
	Interesten en dividenden van de aandeelen der Spoorwegmaatschap- pij van Congo.	934,710 »
	Deel van den Staat in het dividend, voor het dienstjaar 1909 toegekend aan de aandeelhouders van de Naam- looze Maatschappij der vaart en haveninrichtingen van Brussel . .	»
	Interesten der schuldbrieven van maatschappijen tot uitrusting van zeeschepen	164,175 »
	Vergoeding door de Chineesche Regering betaald (2)	1,223,676.72
		<u>4,990,876.67</u>
Bruto-opbrengst der bedrijven.	Spoorwegen, posten, tele- graaf, telefoon en zeewezen . .	352,630,639.95
	Privaat domein van den Staat . .	2,500,000 »
		<u>355,130,639.95</u>
		360,121,516.62
OPENBARE INKOMSTEN.		
Belastingen.	Rechtstreeksche belastingen, doua- nen en accijnzen	213,859,716.92
	Registratie	78,470,854.44
		<u>292,330,571.36</u>
Overige ontvangsten		27,474,919.31
		<u>319,805,490.67</u>
		679,927,007.29

(2) Deze vergoeding, aan verscheiden personen en maatschappijen verleend, werd, krachtens de wet van 14 Mei 1904, door de Schatkist gekapitaliseerd.